Conférence des évêques suisses © © CES

«Suisse à 10 millions»: les évêques rappellent les valeurs de l'Église

«La foi chrétienne appelle à bâtir des ponts et à nourrir l'espérance d'une coexistence juste et pacifique», relève la Conférence des évêques suisses (CES) dans le cadre du débat sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!». Les évêques rappellent les valeurs fondamentales de la doctrine sociale de l'Église.

«Lorsque les fondements de la vie en société sont discutés dans l'espace public, les critères de la doctrine sociale de l'Église, qui contribuent à éclairer les consciences, prennent toute leur importance», souligne la CES dans un communiqué du 18 mai 2026. Le texte concerne le débat actuel sur l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative de durabilité», soumise au peuple le 14 juin.

Préserver les ressources?

L'initiative lancée par Union démocratique du centre (UDC) propose principalement de limiter la population résidante permanente de la Suisse à 10 millions d'habitants maximum d'ici 2050. Pour cela, elle prévoit de freiner l'immigration et de renégocier voire dénoncer, si nécessaire, certains accords

internationaux, notamment la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE).

Les partisans de l'initiative disent vouloir ainsi protéger l'environnement et les ressources, limiter la pression sur les logements, transports, hôpitaux et écoles. Les opposants estiment que cela mettrait en danger l'économie suisse, créerait une pénurie de main-d'œuvre et fragiliserait les accords bilatéraux avec l'UE.

La dignité de la personne au centre

Sans donner de consigne de vote, les évêques suisses mettent en avant les valeurs fondamentales de la doctrine sociale de l'Église. Ils soulignent que, dans son encyclique *Fratelli tutti (2020)*, le pape François appelle à relever les défis sociaux dans un esprit de solidarité et d'amitié sociale, en favorisant une véritable culture de la rencontre. «Au cœur de cette approche se trouve la dignité inviolable de chaque être humain. Les décisions politiques et sociales doivent toujours respecter la personne, en particulier celles et ceux qui sont vulnérables, en quête de protection ou encore trop facilement jugés et condamnés de manière globale.»

Les évêques admettent que «le bien commun comprend l'accès à des logements abordables, à des infrastructures durables, à l'éducation, aux services de santé, à la sécurité ainsi qu'à la cohésion sociale». Toutefois, «les réponses apportées aux défis actuels doivent être à la fois efficaces, respectueuses et proportionnées, tout en prenant en considération leurs effets secondaires».

Argumentaire de Vox Ethica

A noter que le Service éthique et société Vox Ethica - créé par la Conférence des évêques suisses, la Conférence centrale catholique romaine de Suisse et Action

de Carême - a fourni un argumentaire théologique et éthique à propos de l'initiative.

Quelle durabilité?

La CES rappelle que la solidarité requiert un traitement juste et digne des personnes en situation de précarité. «Elle suppose également une culture du débat prenant en compte les inquiétudes avec sérieux, sans pour autant alimenter ni légitimer l'exclusion.»

Alors que l'initiative prévoit de restreindre le regroupement familial, les évêques relèvent que «la protection du mariage et de la famille constitue un bien précieux; des séparations familiales inutiles vont à l'encontre du sens de la responsabilité sociale. L'Évangile nous invite, à cet égard, à sortir de notre zone de confort.»

«Dans un monde profondément interconnecté, l'État de droit, la fiabilité des institutions et une coopération internationale responsable sont indispensables, poursuit la CES. La durabilité, quant à elle, doit être comprise dans ses dimensions écologique, sociale et économique et ne saurait être réduite à un seul critère.»

Finalement, les évêques suisses «encouragent chacune et chacun à s'informer avec soin, à peser avec discernement les arguments en présence et à rester dans un esprit de dialogue respectueux.» (cath.ch/com/arch/rz)